

Le document qui suit est le chapitre VI
d'un document inédit,
« Ultra-gauche, anarchisme et révisionnisme »,
rédigé en 1998-1999

L'« AFFAIRE » CHOMSKY

L'« AFFAIRE » CHOMSKY CONSISTE ESSENTIELLEMENT en une « préface » que le libertaire américain aurait rédigée pour un livre de Faurisson publié par Pierre Guillaume aux éditions de la Vieille taupe. Chomsky a expliqué qu'il avait été manipulé, mais l'intelligentsia de gauche parisienne refuse catégoriquement de reconnaître ce fait. Pourquoi donc refuse-t-on à Chomsky ce « statut » de victime d'une manipulation, qu'on reconnaît volontiers à beaucoup d'autres ?

Car nombre d'intellectuels ont été manipulés par les révisionnistes, comme en témoigne Alain Bihr :

« Dans *Golias* le père Cardonnel raconte par le menu les pressions qu'il a subies de la part de Garaudy et de son entourage pour obtenir sa présence à cette conférence de presse et la manière dont il a failli se faire piéger. Tout comme l'écrivain Jean Ziegler, dont Garaudy produira une lettre de soutien lors de cette même conférence de presse ; Ziegler démentira par la suite, en dénonçant “un détournement”¹. »

Alain Bihr commente : une fois de plus le « piège révisionniste » aura fonctionné : l'implication d'une personnalité de premier plan permettra de capter l'attention du public et d'y distiller le poison du doute et de la haine. »

N'importe qui peut se faire avoir à ce piège. Un texte collectif intitulé « Les ennemis de nos ennemis ne sont pas forcément nos amis » est publié dans des journaux libertaires en 1992. Parmi les signataires de ce texte, qui dénonçait le révisionnisme, figuraient des personnages qui cherchaient à occulter leur activité révisionniste passée. « J'ai signé ce texte, écrit Alain Bihr, en ignorant à l'époque le passé révisionniste de certains de ses rédacteurs et signataires, qui se blanchissaient ainsi à peu de frais, en dénonçant une escroquerie et une saloperie sans préciser la part directe qu'ils y avaient pris. Ce qui m'a valu de leur avoir involontairement servi de caution, en étant victime de leur duplicité². »

La manipulation dont Alain Bihr a été victime vaut aussi pour la rédaction du *Monde Libertaire*, qui, comme Bihr, s'en est tenue au strict *contenu* du texte, qui n'est pas condamnable, et à ses signataires les plus connus de la rédaction de l'hebdomadaire libertaire, dont Alain Bihr, précisément³.

En 1983, *La Banquise* avait publié, en même temps, une lettre de Pierre Vidal-Naquet et une autre de Faurisson. A-t-on demandé l'avis de Vidal-Naquet ?

¹ Alain Bihr, « Du passé ne faisons pas table rase », cf. : *Négationnistes, les chiffonniers de l'histoire*, éd. Sylepse/Golias, p. 19.

² A. Bihr, « Les mésaventures du sectarisme révolutionnaire », cf. *Les chiffonniers...* p. 126, note 11.

³ Voici comment Didier Daeninckx présente cette mésaventure : « Les anciens de *La Banquise*, de *Jeune taupe* et du *Brise Glace* réunis, ulcérés de voir leurs noms et leurs engagements livrés à la publicité, choisissent de répliquer en rédigeant un texte au titre alambiqué, “Les ennemis de nos ennemis ne sont pas forcément nos amis” qui sera publié par *Le Monde libertaire*, en y associant, pour se blanchir, quelques personnes parfaitement honorables ».

On voit donc que les opposants les plus résolus du négationnisme se sont presque tous fait un jour ou l'autre manipuler. Ce sont les mêmes qui refusent de reconnaître la bonne foi de Chomsky lorsqu'il dit que lui aussi a été abusé.

Pour comprendre le contentieux entre les intellectuels parisiens et Chomsky, qui date de bien avant l'éclatement de l'affaire Faurisson, il convient de faire un retour en arrière.

L'anti-impérialisme

En 1979, Chomsky présente devant les Nations unies un rapport sur l'occupation indonésienne de Timor-Est, soutenue par les Etats-Unis (on sait aujourd'hui qu'elle a fait au moins 300 000 morts). Le 4 décembre, il déclare au journal *Le Matin* que « la soudaine campagne américaine en faveur des droits de l'homme est le dernier visage de la guerre du Viêt-nam ». Il ajoute : « Quant aux intellectuels, ils sont satisfaits. Impliqués dans la reconstruction de la religion d'Etat, ils sont contents de voir que ça a marché. »

En somme, il déclare qu'une campagne pour les droits de l'homme ici peut masquer un massacre là, et que les intellectuels peuvent servir à l'élaboration de la religion d'Etat, ce qui n'est pas particulièrement un scoop, d'ailleurs. Ces déclarations déplaisent fortement à nos intellectuels locaux, Jacques Attali et Bernard-Henri Lévy, qui répliquent dans le même journal, le 17 décembre. Ce qu'ils disent est tellement ahurissant qu'on se demande s'ils ont lu un seul des ouvrages politiques de Chomsky. Que lui reprochent-ils ? D'opposer les « bonnes » victimes (celles de Timor) aux « mauvaises » victimes (celles du Cambodge), c'est-à-dire de critiquer unilatéralement l'impérialisme américain et pas l'impérialisme soviétique.

Chomsky écrit au *Matin*, le 27 décembre, une lettre qui ne sera pas publiée. Loin de faire preuve de « partialité », il déclare que l'horreur de la situation à Timor est « comparable à celle du Cambodge », mais il rappelle que « l'Occident est resté silencieux » sur l'occupation indonésienne à Timor et que « les faits au sujet de Timor et au sujet du rôle crucial de l'Occident sont connus depuis longtemps de tous ceux qui ont choisi de savoir ».

Evoquant l'article de J. Attali et de B.-H. Lévy, Chomsky écrit dans sa lettre :

« Par une prouesse de raisonnement des plus remarquable, ils en tirent la conclusion que je propose le choix "ou Cambodge ou Timor" et que je milite pour que nous nous occupions uniquement des victimes des crimes indonésiens soutenus par l'Occident, par une sorte de néo-stalinisme inversé. (...) On est habitué à un certain degré de fantaisie et d'irrationalité de la part de ces milieux, mais il devrait quand même y avoir des limites. »

En fait, Chomsky estime que les intellectuels occidentaux « concentrent leur angoisse et leur indignation sur des crimes pour lesquels d'autres peuvent être tenus pour responsables (par exemple le Cambodge), tout en restant silencieux et en cachant les faits pendant de nombreuses années quand leurs propres Etats portent la responsabilité de crimes comparables ».

Chomsky mentionne en particulier la fourniture d'avions de combat à l'Indonésie par la France, à propos de laquelle les intellectuels français sont restés silencieux. D'une façon générale, Chomsky a toujours déclaré que les intellectuels devaient dénoncer en premier lieu l'impérialisme *de leur propre pays* car c'était de cela qu'ils pouvaient parler en meilleure connaissance de cause. On comprend donc que la gauche intellectuelle parisienne se soit sentie visée...

Cette affaire donne le cadre général des attaques dont Chomsky va faire l'objet, car il s'est fait deux catégories d'ennemis :

◆ Ceux qui se font les champions de la lutte contre le totalitarisme ; le totalitarisme désignant l'URSS, et, d'une façon générale, le communisme. Ceux-là ne supportent pas, évidemment, que Chomsky s'en prenne à l'impérialisme occidental, à l'impérialisme américain ou français.

◆ Ceux qui, anciens staliniens, anciens membres du PCF ou compagnons de route, parfois anciens gauchistes, découvrent les vertus de la démocratie libérale et n'aiment pas qu'on leur rappelle leur propre sélectivité dénonciatrice à l'époque où ils étaient en exercice.

On voit que ces deux catégories recouvrent à peu près tout le champ du monde intellectuel français, ou plus exactement parisien.

On peut leur ajouter tous ceux, à droite ou à gauche indistinctement, ou alternativement de droite et de gauche selon les circonstances, qui dépendent de leurs réseaux de relations avec les médias et avec le pouvoir en place pour accéder à la mangeoire. On verra que, dans la droite ligne de l'analyse bakouninienne, Chomsky fait une critique décapante de ces catégories qui ne lui pardonneront ni son indépendance intellectuelle, ni son esprit critique, ni sa rigueur morale.

Ainsi, dans *Le Monde* du 31 décembre 1980, Paul Thibaud, de la revue *Esprit*, reprochera-t-il à Chomsky de condamner « toute l'intelligentsia française » et de porter « une accusation générale de fanatisme et de mépris des faits contre les Français » – Paul Thibaud estimant sans doute qu'attaquer les intellectuels français, c'est attaquer tous les Français...

Chomsky se défend de cette accusation mais reconnaît critiquer « certains secteurs de l'intelligentsia française » en précisant que beaucoup d'autres « continuent sans défaillance à faire preuve d'intégrité intellectuelle » ; « Je ne voudrais pas, précise-t-il, que l'on se méprenne sur mes commentaires et qu'on les applique au-delà du cadre dans lequel je les formule ». *Le Monde* (qui avait publié en décembre 1978 et janvier 1979 des articles de Faurisson) refuse de publier la réponse de Chomsky à Thibaud.

Chomsky avait déclaré au *Monde* qu'« une bonne partie de l'intelligentsia française [...] est fortement sollicitée par le totalitarisme : depuis quarante ans, quelques-uns des courants intellectuels dominants se sont répartis entre le fascisme d'extrême droite d'une part, le léninisme et le stalinisme d'autre part ».

Etant libertaire, Chomsky n'a jamais été ni libéral ni marxiste ; à aucun moment dans le passé il ne s'est donc senti tenu de soutenir, au nom de la bonne cause, un système étatique contre l'autre. Il n'est donc pas, comme beaucoup d'intellectuels de gauche, dans la position du « repentis ». Les « repentis » du marxisme aujourd'hui ne peuvent supporter ce libertaire américain qui vient leur rappeler leurs retournements de veste.

Dans ce même article du *Monde* cité ci-dessus, Thibaud s'en prend aux positions de Chomsky sur la guerre du Viêt-nam et révèle une ignorance crasse des positions du libertaire américain, accusant ce dernier de confier « l'avenir des libertés vietnamiennes à la bonne volonté supposée des dirigeants du Nord », ce qui est une absurdité grossière⁴.

Thibaud reproche également à Chomsky d'éviter maintenant de parler du Cambodge et du Viêt-nam et de montrer un intérêt tout nouveau pour « la manière dont la presse occidentale en parle », ce qui est là encore une absurdité puisque, dès ses plus anciens écrits sur la guerre, Chomsky parle du rôle des médias dans le soutien à la guerre du Viêt-nam.

Thibaud n'est pas le seul à s'en prendre aux positions de Chomsky sur le Cambodge. François Ponchaud, dans l'édition américaine de son livre, *Cambodge, année zéro*, cite l'éloge qu'en fait Chomsky⁵. De même, Ponchaud vante

⁴ Cf. N. Chomsky, *At war with Asia*, 1970.

⁵ Edition française : 1998 Kailash.

l'« attitude responsable et la précision de pensée » de Chomsky... Curieusement, dans l'édition internationale, qui n'est pas en vente aux Etats-Unis, datée du même jour, ces passages sont supprimés et Ponchaud affirme que Chomsky avait « critiqué sévèrement » son livre et nié les massacres au Cambodge.

Non, le lecteur ne se trompe pas : dans l'édition mise en vente aux Etats-Unis, Ponchaud fait l'éloge de Chomsky, dans l'édition qui n'était pas en vente aux Etats-Unis il le descend en flammes...

Peu après, le *Nouvel Observateur* publia une lettre de Chomsky mais omit le passage où ce dernier évoquait les mesures prises par le régime de Pol Pot, ce qui lui permit d'accréditer l'idée que Chomsky refusait de critiquer le régime. Ce qui fit dire à Chomsky : « A Paris, cas unique en Europe, mes réponses aux attaques de la presse ne sont pas autorisées à paraître, ou, si elles sont publiées, elles sont réécrites par le responsable de la publication pour coïncider avec ses besoins idéologiques (comme dans le *Nouvel observateur*). »

Il est difficile de ne pas croire qu'il y a une volonté délibérée de calomnier Chomsky. Le fait que la situation dont il se plaint se limite à la presse et à l'intelligentsia françaises nous incite à nous interroger sur les raisons de ce traitement « privilégié ». Nous ne pouvons que conclure qu'un tel traitement est lié aux spécificités de cette presse et de cette intelligentsia : proximité avec le pouvoir, dépendance envers lui, autocensure.

Thibaud affirme que Chomsky s'est mis à parler de Timor pour détourner la critique, et lui reproche de citer « l'exemple unique de Timor » pour soutenir sa thèse à propos de la presse. Or, le livre que Chomsky a écrit en 1979 contient 600 pages concernant d'autres régions d'Asie, d'Amérique latine, du Moyen-Orient, d'Afrique...

Enfin, Thibaud reproche à Chomsky son impossibilité d'engager une discussion rationnelle avec ses critiques français. A quoi Chomsky réplique qu'« une discussion rationnelle suppose que l'on fasse au moins un effort pour distinguer le vrai du faux. La lettre de Thibaud montre très clairement qu'il ne partage pas ce présupposé. Il est donc inutile de faire semblant d'engager un débat rationnel avec lui. »

On pourrait ajouter qu'un débat rationnel avec un auteur sur ses idées présuppose qu'on *connaisse* ses idées...

Dans les *Nouvelles littéraires* du 15 novembre 1981, Gérard Chaliand publie une recension sur la traduction française du premier volume de *Economie politique des droits de l'homme*⁶. Chaliand y affirme que Chomsky nie le génocide. Chomsky réplique :

« Je suis si accoutumé au fait que le mensonge est une manière de vivre chez les “intellectuels parisiens” que je ne suis pas autrement surpris qu'on fasse ce genre de déclaration face à mes véritables descriptions du massacre des Juifs... Ce qui est peut-être insolite chez les “intellectuels parisiens”, c'est que le fait de se contredire eux-mêmes ne les gêne même pas, du moment qu'ils marchent bien au pas. Je me demande s'il existe un seul autre endroit au monde où l'on accepterait que des gens se contredisent ainsi de façon flagrante et aussi immédiate⁷. »

Le fait est que perçue chez Chomsky un évident mépris pour ces intellectuels de la gauche politiquement correcte qui peuvent dire autant d'âneries et être aussi incohérents, en même temps qu'on sent l'étonnement devant l'absence de réaction à leurs divagations.

⁶ Noam Chomsky et Edward S. Herman, éd. Hallier, 1981.

⁷ Noam Chomsky, *Réponses inédites à mes détracteurs parisiens*, éditions Spartacus, p. 81. La plupart des citations de Chomsky qui suivent sont extraites de cet ouvrage.

Il est évident que ces intellectuels parisiens ne supportent pas Chomsky parce que celui-ci les prend tout simplement pour ce qu'ils sont : des gens qui s'imaginent souvent être le centre de la pensée mondiale en même temps qu'ils sont souvent incapables de lire autre chose que le français, et qui ont par conséquent accès aux ouvrages de référence de ladite pensée mondiale vingt ou trente ans après les autres parce que les maisons d'édition françaises – dans lesquelles ils travaillent – sont elles-mêmes à leur image

Chomsky leur rappelle sans cesse qu'à l'échelle de la planète, ils ne sont pas grand chose et que lui, Chomsky, peut très bien oublier jusqu'à leur existence sans que cela l'empêche de dormir : en d'autres termes, *il les emmerde*.

En 1979, Noam Chomsky n'est pas très connu du public français, qui le découvre non pas pour ses travaux scientifiques mais par les attaques dont il fait l'objet dans les médias. A vrai dire, Chomsky est avant tout l'objet d'attaques violentes des médias anglo-saxons, reprises par la presse française et par une partie du monde intellectuel de gauche et politiquement correct parisien.

En 1979, la guerre du Viêt-nam a cessé depuis peu mais a laissé des séquelles terribles dans le Sud-Est asiatique, à la fois directes – les conséquences des destructions – et indirectes – les régimes dictatoriaux et terroristes qui se sont mis en place dans la région. Chomsky faisait partie de cette petite minorité d'intellectuels radicaux américains qui avaient dénoncé la guerre du Viêt-nam, puis les conséquences de cette guerre, et qui s'étaient particulièrement attachés à décortiquer les mécanismes par lesquels le pouvoir, aux Etats-Unis, avait mis en place une « ingénierie du consensus », c'est-à-dire une véritable guerre idéologique intérieure au profit de l'impérialisme. Dans ce combat, Chomsky a montré un courage et une obstination exemplaires.

Mais *en même temps* qu'il combattait l'impérialisme occidental dans ses écrits et par ses conférences, il critiquait également les dictatures du tiers monde sans jamais tomber dans l'idéalisation des mouvements de libération nationale. Or, nombre d'intellectuels parisiens d'aujourd'hui, passés avec armes et bagages du côté de la démocratie libérale, ou reconvertis dans la gauche plurielle, aimeraient faire oublier leurs prises de position passées en faveur l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, en faveur de Pol Pot, de Ceaucescu, de l'occupation soviétique en Afghanistan, etc.

Chomsky n'est jamais tombé dans ce travers, et on ne le lui pardonne pas :

« ... je n'ai jamais partagé les illusions des "intellectuels parisiens" sur les révolutions du tiers monde, [...] je n'ai jamais été un "supporter des Khmers rouges" comme Lacouture s'est vanté d'être, ni de Hanoi, ni de Castro, ni de Mao Tsé-toung, ni d'un quelconque groupe ou régime marxiste-léniniste ⁸... »

On comprend que les médias anglo-saxons aient pu vouloir déconsidérer et calomnier un tel militant anti-impérialiste. Que la gauche intellectuelle parisienne ait pris le relais de cette campagne n'a pas de sens, à moins de considérer que l'ensemble de la critique de Chomsky touche une corde sensible chez les ex-marxistes, ex-staliniens ou non, reconvertis au discours antitotalitaire du libéralisme. Les anarchistes, eux, dit Chomsky en substance, avaient perçu depuis longtemps la nature du régime soviétique et ceux qui ne « savaient » pas ne voulaient en réalité pas savoir : « La véritable nature du régime soviétique était évidente dès ses débuts dans les milieux socialistes libertaires, lorsque Lénine et Trotski détruisirent le pouvoir des soviets et des conseils d'usine pour instituer la "militarisation du travail", etc. ⁹. »

⁸ Complément à l'interview non publiée par *Libération*.

⁹ Interview à *Libération*, non publiée, 1981.

« Je suis souvent stupéfait en lisant les Français sur ce sujet, et pas seulement des ex-léninistes ; par exemple, lorsque je lis le commentaire ignorant d'un Paul Thibaud dans *Esprit* selon lequel, avant Soljénitsine, "toutes les présentations" du "soviétisme" étaient faites dans un cadre "trozkisant", ou lorsqu'il plaide pour un "nouvel universalisme", position tellement élémentaire que tous les gens raisonnables seraient embarrassés de l'exprimer sauf, peut-être, dans un sermon de l'école du dimanche pour enfants ¹⁰. »

En somme Chomsky est en train d'expliquer que les ex-marxistes, dûment reconvertis, qui ont accès aux colonnes des médias de l'appareil idéologique du pouvoir, sont des borgnes au royaume des aveugles.

Chomsky stigmatise en particulier la « lâcheté morale qui n'est pas rare parmi les intellectuels "parisiens" [...] y compris ceux qui furent staliniens ou maoïstes ou léninistes ou marxistes, et pour qui Soljénitsine constituait une révélation remarquable, etc. Comme ils ont finalement abandonné une part de leurs engagements marxistes-léninistes, et de leurs illusions sur le tiers monde, ils essaient de recouvrir leurs traces en prétendant qu'il s'agit d'une découverte nouvelle de leur part que l'on puisse être opposé à l'URSS aussi bien qu'aux Etats-Unis (et à la Chine, à Cuba, etc.) et que d'autres, qui avaient toujours compris ce qu'ils commencent seulement à apercevoir, n'ont pas conscience de leur grande découverte [...]. Un jour quelqu'un écrira une histoire de la vie intellectuelle parisienne de cette époque, et il sera consterné par ce qu'il découvrira ¹¹. »

Ceux dont Chomsky stigmatise la lâcheté morale représentent aujourd'hui une partie substantielle de l'intelligentsia bien-pensante gravitant autour et dépendante des médias et du pouvoir.

On comprend dès lors que lorsque la Vieille taupe utilisera sans son accord un texte de Chomsky comme préface à un livre de Faurisson, ceux à qui le libétraire américain avait gentiment expliqué qu'ils étaient des ignorants vont s'engouffrer dans la brèche.

Chomsky et l'affaire Faurisson

Dans l'interview non publiée par *Libération*, l'interviewer déclare à Chomsky qu'il a « beaucoup aimé » le texte « qui a fini en préface au livre de Thion sur l'affaire Faurisson » ¹².

Chomsky esquivé le piège en précisant : « Je n'ai pas écrit ce texte pour qu'il serve de préface au livre dont j'ignorais l'existence » ; « j'ai demandé qu'on l'en retire, mais trop tard pour arrêter la publication quelques semaines après que je l'ai écrit ». Les faits se limitent à cela. « Il s'agit là de faits qui ont provoqué un grand nombre de commentaires absurdes et malveillants dans la presse française et que je ne passerai pas en revue. »

« Mon intérêt pour cette affaire a été très limité. On m'a demandé de signer une pétition qui demandait aux autorités de protéger les droits civiques de Faurisson, et je l'ai fait. Je signe d'innombrables pétitions de cette nature et je ne me souviens pas avoir jamais refusé d'en signer une. Je pensais que l'affaire s'en tiendrait là. Mais ce ne fut pas le cas à cause du tir nourri de mensonges qui se produisit, en France, visant à dire, entre autres absurdités, qu'en défendant les droits civiques de Faurisson je défendais ses positions. J'ai alors écrit le texte dont on vient de parler. Ce texte, ainsi que d'autres de mes commentaires, ont provoqué une nouvelle vague de falsifications ¹³. »

¹⁰ Interview à *Libération*, non publiée, 1981.

¹¹ Complément à l'interview non publiée par *Libération*.

¹² Cette interview non publiée n'a évidemment pas été... publiée. Il est regrettable qu'on ne puisse en trouver le texte qu'à travers des sources révisionnistes.

¹³ Interview à *Libération*, non publiée, 1981.

Le Matin avait même été jusqu'à affirmer que Chomsky considérait l'idée même du génocide comme un « mythe impérialiste », ce qui lui fait dire que « dans certains milieux intellectuels français, les principes fondamentaux de toute discussion – à savoir, un respect minimum des faits et de la logique – ont été pratiquement abandonnés »¹⁴. Dans son interview à *Libération*, Chomsky déclare précisément que « la thèse selon laquelle il n'y aurait pas eu de chambres à gaz me paraît grandement invraisemblable et la négation de l'Holocauste me semble totalement impossible ».

La défense inconditionnelle des libertés fondamentales faite par Chomsky, en particulier la liberté de penser et d'écrire, critiquée par une partie de l'intelligentsia parisienne, se situe dans la lignée des penseurs radicaux anglo-saxons, mais s'inspire également des penseurs des Lumières, dont la Déclaration universelle des droits de l'homme (ONU, 10 décembre 1948) est manifestement inspirée :

« Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontière, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit »¹⁵. »

Cet article affirme aussi par conséquent le droit pour tout individu de dire des âneries.

Une telle attitude peut être critiquée, sur la base qu'il ne faut pas accorder de liberté aux ennemis de la liberté, mais cette critique a quelque chose d'hypocrite : l'hebdomadaire *L'Express*, le quotidien *Le Monde*, et bien d'autres par la suite, ayant été libres de faire de la publicité pour des ennemis de la liberté jusqu'alors confinés à un cercle confidentiel, il n'y a pas lieu de s'étonner si, ensuite, lesdits ennemis de la liberté profitent des circonstances pour se développer. C'est ce que dit Chomsky dans une interview au journal *Le Monde* :

« Prenons la négation de l'Holocauste. Aux Etats-Unis, vous avez des professeurs d'université qui publient des livres négationnistes et rares sont ceux qui y prêtent attention, c'est au fond une petite secte de cinglés.

« En revanche, si des historiens éminents prenaient une page entière du *New York Times* et dénonçaient ces professeurs pour avoir eu le culot d'écrire ces livres, l'affaire prendrait de l'ampleur, tout le monde serait au courant, ça commencerait à intéresser les gens, et les négationnistes bénéficieraient d'une énorme publicité.

« C'est en fait ce qui s'est passé en France. S'il n'y avait pas eu d'attaques contre ces gens-là, rares sont ceux qui auraient entendu parler d'eux »¹⁶... »

Le 1^{er} novembre 1978, Raymond Aron et Jean-François Revel, respectivement président du comité éditorial et directeur de *L'Express*, écriront, à propos de l'interview qu'ils ont fait passer de Darquier de Pellepoix, intitulée « A Auschwitz, on n'a gazé que les poux », que « la décision de publier ou de ne pas publier le document en question peut se discuter et croyez bien que notre rédaction n'est pas arrivée à l'unanimité sur ce point. Mais l'intention dans laquelle nous l'avons publié ne peut être l'objet d'aucune suspicion : elle était de mettre en évidence cette pathologie de la pensée humaine qu'est le racisme, comme on met en évidence un tissu cancéreux. »

¹⁴ Interview à *Libération*, non publiée, 1981.

¹⁵ Interview à *Libération*, non publiée, 1981.

¹⁶ Noam Chomsky, *Le Monde*, interview, 1^{er} septembre 1998.

Curieux procédé qui consiste à diffuser dans des journaux à fort tirage des idées peu connues pour pouvoir ensuite les réfuter. Curieusement, personne n'a osé en faire le reproche aux directions de *L'Express* et du *Monde*.

La question reste donc posée de savoir pourquoi, à un moment donné, certains médias, qui ne sont pas des concepts désincarnés mais sont contrôlés par des individus et des groupes qui entendent intervenir très concrètement dans la vie de la société, ont cru bon de faire de la publicité au révisionnisme.

La liberté a pour corollaire une exigence de responsabilité : on ne peut pas, à la fois, réclamer le droit de parler d'une secte confidentielle dans des organes de presse tirant à des centaines de milliers d'exemplaires, et s'indigner ensuite que cette secte profite des circonstances pour faire parler d'elle. Une fois de plus, la vraie question est : *pourquoi en a-t-on parlé ?*

La presse française est d'ailleurs parfaitement capable de sélectionner les informations qu'elle décide de porter à la connaissance du public ; de tous les pays européens, elle est la seule qui ait régulièrement refusé à Chomsky le droit de répondre aux calomnies dont il est victime.

Certains ont dit qu'il était scandaleux « de défendre le droit à la libre expression de Faurisson sans dénoncer ses conclusions – ce qui, bien entendu, obligerait à analyser scrupuleusement toute sa documentation ». Chomsky reconnaît avoir signé de nombreuses pétitions pour des gens dont il ne partage ou même ne connaît pas les opinions. Sur l'affaire Faurisson, il s'est borné à déclarer que les opinions de Faurisson étaient « diamétralement opposées » aux siennes, mais ...

... « la liberté d'expression doit toujours être défendue de façon vigoureuse et engagée. En fait, les “libertés bourgeoises” qui sont souvent raillées par ceux qui se considèrent comme “la gauche” sont précisément celles qui ont permis aux principaux mouvements de masse de se développer aux Etats-Unis, malgré les efforts conjoints des dirigeants intellectuels et politiques pour les contenir, et malgré la puissance considérable du terrorisme d'Etat, dirigé en particulier contre ce “fléau” que sont les Noirs mais aussi contre beaucoup d'autres ¹⁷. »

Chomsky suggère donc que la liberté d'expression ne peut être que profitable au mouvement populaire et au combat pour l'extension des libertés, et que toute tentative de restriction de cette liberté d'expression est en réalité une atteinte aux mouvements de masse. On comprend que les positions de Chomsky soient condamnées par nombre d'intellectuels lorsqu'il affirme, à propos des libertés formelles, que « la tâche présente est d'en étendre le champ, particulièrement en plaçant le pouvoir de décision pour la production et la distribution dans les mains des producteurs et des communautés, tout en démantelant les structures de type autoritaire ¹⁸. »

Nombre de ceux qui, aujourd'hui, à « gauche », conservent une approche restrictive de la liberté d'expression seraient épouvantés à l'idée de « placer le pouvoir de décision pour la production et la distribution dans les mains des producteurs et des communautés » et de démanteler « les structures de type autoritaire ».

On peut reprocher à Chomsky le caractère absolu de sa défense de la liberté d'opinion, bien dans la tradition du radicalisme anglo-saxon. Mais cette attitude est essentiellement pragmatique, et c'est ce pragmatisme, lui aussi bien anglo-saxon, qui est totalement *incompréhensible* aux idéologues parisiens. La liberté d'opinion est quelque chose de concret, dont l'effet est concret, et dont le prix à payer est l'opinion éventuellement aberrante des autres ; mais seule la liberté d'opinion peut combattre une autre opinion.

¹⁷ Interview à *Libération*, non publiée, 1981.

¹⁸ Interview à *Libération*, non publiée, 1981.

Le pragmatique aborde la liberté d'opinion du point de vue de la liberté ; l'idéologue l'aborde du point de vue de l'opinion : pour ce dernier la liberté d'opinion devient rapidement la liberté d'avoir la *bonne* opinion, comme les acheteurs d'automobiles Ford pouvaient choisir la couleur de leur voiture pourvu qu'elle fût noire.

Pour le pragmatique, ce n'est pas la liberté qui peut être dangereuse, c'est l'opinion aberrante et sa mise en pratique ; pour l'idéologue c'est la liberté qui est dangereuse, et, pour supprimer les effets d'une opinion aberrante, il suffit de limiter sa liberté d'expression, ce qui, en fait, est le meilleur moyen de la rendre encore plus dangereuse.

Jean-Claude Milner¹⁹ attribue au libertaire américain des positions sur les politiques d'extermination dont Chomsky dit que « conformément aux méthodes des “intellectuels parisiens” », Milner « n'estime pas nécessaire de prouver que j'ai réellement ces positions ». Il serait facile, dit encore Chomsky, de « montrer que les fantaisies de Milner en cette matière sont fréquentes dans les échos parisiens, qui constituent probablement sa source ». Il serait fastidieux de relever toutes les déformations et falsifications contenues dans ce livre, qui est « assez typique de la production des “intellectuels parisiens” à bien des égards », et fondée sur des « commérages ».

Ainsi Milner affirme que Chomsky a explicitement déclaré, dans le *Matin* du 24 décembre 1980, que la thèse révisionniste « lui paraissait digne d'être connue et examinée ». Or Chomsky n'a fait aucune déclaration au *Matin* à cette date-là. En revanche, le 24 décembre est paru un article de Jean-Paul Morel *sur* l'interview téléphonique, non publiée, que Chomsky a donnée à *Libération*, et dont Morel déforme la teneur. Il est d'ailleurs à noter que Morel n'attribue même pas à Chomsky les propos que Milner lui attribue...

L'interview téléphonique à *Libération* du 24 décembre 1980, puis plus tard une déclaration, téléphonique, elle aussi, au *Matin*, le 19 janvier 1981, contiennent ces propos de Chomsky, que Milner assimile de toute évidence à une apologie du révisionnisme :

« Le meilleur moyen pour répondre à Faurisson c'est d'utiliser toutes les preuves dont nous disposons pour réfuter ses thèses, mais pas de le chasser de son poste d'enseignant par la violence ni de faire appel au pouvoir d'Etat pour le sanctionner dans un procès en “falsification de l'histoire” de facture typiquement stalinienne. »

La position de Pierre Vidal-Naquet, se déclarant, dans *Le Monde* du 4 mai 1996 « absolument » contre la loi Gayssot, « avec d'ailleurs la grande majorité des historiens », parce qu'elle « risque de nous ramener aux vérités d'Etat et de transformer des zéros intellectuels en martyrs », diffère peu, quant au fond, de celle que Chomsky défend dans le *New York Times* du 30 janvier 1981, lorsque ce dernier s'élève contre la censure : « Je trouve que c'est presque un scandale qu'il soit même nécessaire d'en débattre deux siècles après que Voltaire ait défendu le droit à la liberté d'expression pour des points de vue qu'il détestait. C'est un mauvais service rendu à la mémoire des victimes du génocide que d'adopter la doctrine centrale de leurs meurtriers. »

La différence entre les deux points de vue est que Vidal-Naquet s'oppose à une interdiction, tandis que Chomsky affirme un droit.

Si aujourd'hui on disait que Pierre Vidal-Naquet partage le point de vue révisionniste parce que *La Banquise* a publié en 1983 une lettre de lui et une autre de Faurisson, on se tournerait en ridicule. C'est pourquoi nous pensons que le refus systématique, chez Vidal-Naquet, de reconnaître que la bonne foi de Chomsky a été abusée (« ... je sais qu'il [*Chomsky*] continue à répéter depuis dix-sept ans qu'il

¹⁹ *Ordre et raisons de la langue*, Paris, Le Seuil, 1982.

n'a jamais préfacé Faurisson...») ²⁰ ne relève pas du débat sur le révisionnisme mais d'un autre débat.

D'ailleurs, Vidal-Naquet (et d'autres, comme François Ponchaud) semble entretenir avec les préfaces une curieuse relation. Lorsque Karl Wittvogel a publié son ouvrage sur le despotisme oriental, Vidal-Naquet en avait fait la préface, mais une préface qui attaquait les thèses de l'auteur, à tel point que Wittvogel a exigé une réponse qu'il a fait encarter dans le livre. Ce procédé, pas très élégant, n'est certes pas susceptible de modifier l'opinion peu reluisante de Chomsky envers les « intellectuels parisiens ». Les engagements politiques passés de Vidal-Naquet (sur lesquels il a aujourd'hui une vue critique) font qu'il correspond parfaitement au modèle d'« intellectuel parisien » dont Chomsky dévoile les illusions : soutien au FLN, aux régimes communistes, à Ceaucescu, approbation de la guerre du Golfe en 1991...

Le débat : doit-on accorder la liberté aux ennemis de la liberté, est sans fin. D'un point de vue pratique, il est largement un faux débat, car il occulte la vraie question, qui est : « qui décide qu'une opinion est acceptable ou non ? » Dans l'optique libertaire, qui est celle de Chomsky, l'Etat, les tribunaux, n'ont aucune compétence pour trancher cette question.

Il reste que s'il n'est pas souhaitable d'empêcher des gens de dire des âneries, il n'est pas nécessaire non plus de les encourager et de faire pour eux de la publicité. Or le choix systématique de soutenir le droit à l'expression d'opinions aberrantes, lorsqu'on s'appelle Noam Chomsky, devient rapidement une démarche publicitaire. C'est le seul reproche qu'on pourrait lui faire.

Deux poids, une mesure

La division du monde en deux blocs produisait évidemment deux catégories antagoniques de critiques (ou d'apologistes, selon l'optique), chacune se consacrant à la dénonciation exclusive des crimes de l'autre bloc. A ce titre, Chomsky s'est vu reprocher sa critique de l'impérialisme américain par des gens qui ignoraient précisément que sa démarche morale lui interdisait de faire des choix entre les opprimés. Chomsky est, à ce titre, surpris de cette croyance selon laquelle « un opposant à l'offensive américaine devait nécessairement être un partisan de Hanoi ». Les partisans de cette thèse sont victimes « du système de propagande des Etats-Unis » ²¹.

Chomsky a une notion bien précise du rôle de l'intellectuel, dont le travail critique doit être le plus efficace possible.

« Une personne sensée envisagera les conséquences humaines de ce qu'elle fait. Une personne vraiment soucieuse de ces conséquences concentrera son énergie nécessairement limitée sur des sujets qui lui permettront de contribuer à alléger la misère humaine et à étendre les droits de l'homme. Si un intellectuel soviétique choisit de dénoncer les crimes américains, sa démarche n'aura que peu de signification. Ce qui importe, c'est ce qu'il dit de l'URSS, de la Tchécoslovaquie, de l'Afghanistan, de l'Erythrée, etc. Les raisons sont évidentes. »

L'intellectuel doit donc exercer sa critique sur l'objet sur lequel il peut avoir le plus d'effet, c'est-à-dire les crimes de son propre Etat.

« J'ai critiqué immédiatement et sévèrement les crimes soviétiques, mais cela n'a guère d'importance. Ce qui m'importe, c'est d'exposer les crimes de mon propre Etat qui sont souvent cachés par les institutions de propagande. Je

²⁰ P. Vidal-Naquet, *Critique communiste*, mars 1998

²¹ Interview non publiée pour *Libération*, sept.-oct. 1981.

le fais parce que je peux ainsi contribuer à alerter l'opinion publique qui, dans une démocratie, peut aider à mettre un terme à ces crimes. Les crimes de Pol Pot pouvaient bien être dénoncés, personne ne savait comment y mettre fin. Au même moment, on aurait pu en finir avec les crimes comparables au Timor si l'opinion publique avait été mobilisée, puisque la responsabilité principale en incombait aux Etats-Unis et à leurs alliés. En conséquence, il n'est pas surprenant de constater qu'il y eut une grande campagne de scandale à propos du Cambodge en même temps qu'un grand silence sur Timor. »

« Je consacre la plus grande part de mes forces là où je peux réellement faire quelque chose pour sauver des vies humaines et défendre la liberté de façon significative, quoique, à mon sens, une telle malhonnêteté soit rare en Occident, mis à part certains ex-staliniens ou des amoureux désillusionnés des révolution du tiers monde ²². »

Chomsky s'en prend tout particulièrement aux intellectuels français qui condamnent la politique américaine au Salvador et des Russes en Afghanistan, mais ne disent pas un mot du soutien de la France à l'Afrique du Sud, des explosions nucléaires dans le pacifique ou de la politique africaine de la France.

Aux Etats-Unis, l'intelligentsia éclairée a apporté un large soutien à la guerre en Indochine, elle s'y est opposée ensuite « en même temps que les milieux d'affaires et pour les mêmes raisons pragmatiques ». Les « intellectuels responsables », selon Chomsky, ont pour fonction d'entreprendre « l'ingénierie du consensus », ou le « modelage des attitudes du peuple afin que celui-ci se range derrière ceux qui ont le pouvoir objectif ». On a là, sans doute, la clé de l'acharnement des « intellectuels parisiens » contre Chomsky, car ce dernier dévoile leur fonction.

L'analyse de Chomsky appelle aussi une question : quelle est la nature du « modelage », quelle est la nature du « consensus » que l'intelligentsia parisienne est chargée de réaliser, dans les années qui précèdent et qui suivent la venue aux affaires des socialistes ?

* * *

Il nous a semblé nécessaire d'aborder dans notre réflexion l'« affaire » Chomsky parce que celle-ci nous paraît exemplaire des enjeux du débat sur le révisionnisme.

1. En affirmant que des « historiens éminents » ont contribué à faire bénéficier les négationnistes d'une « énorme publicité », Chomsky suggère que le problème du révisionnisme a été délibérément gonflé ; il transfère ainsi le débat vers une autre question, celle des raisons qui ont pu motiver ces « historiens éminents ». Nous ne nous hasarderons pas à développer cette question, mais deux constats devraient suffire à orienter la recherche :

– le caractère essentiellement gallocentriste de l'« intelligentsia parisienne » que dénonce Chomsky, relativement ignorante de toute production intellectuelle en dehors de l'Hexagone ²³ et dépendante des réseaux qui lient le pouvoir et les médias.

– le contexte politique franco-français du début des années 80.

²² Complément à l'interview non publiée par *Libération*.

²³ Un exemple particulièrement frappant de ce décalage est le débat sur les « nouveaux historiens » israéliens dont les médias français ne parlent que depuis peu mais qui produisent des ouvrages critiques sur l'histoire d'Israël depuis au moins quinze ans.

Il va de soi que la démarche de Chomsky est inacceptable pour l'« intelligentsia parisienne » qu'il vise, puisqu'elle révèle ses carences et sa fonction.

2. L'affaire Chomsky montre également que la dénonciation médiatique du révisionnisme peut avoir pour fonction de déconsidérer un adversaire. L'accusation de révisionnisme « grille » définitivement un personnage public. La compréhension que rencontrent tous les personnages qui sont tombés dans les pièges tendus par les révisionnistes (Alain Bihr, le père Cardonnel, Jean Ziegler, etc.) *sauf* quand il s'agit de Chomsky, est particulièrement significative à cet égard.

Cette tactique, au grand désespoir de l'« intelligentsia parisienne », n'a pas fonctionné pour Chomsky, qui fait peu de cas de ladite « intelligentsia parisienne ».

3. Le fait que le phénomène révisionniste ait pu être monté en épingle pour des raisons d'opportunité intellectuelle ou politique ne saurait, cependant, évacuer sa réalité ni empêcher toute réflexion sur sa nature réelle. Reconnaître à un révisionniste le droit d'avoir ses idées est une chose ; faire de la publicité pour ses idées dans un grand quotidien en est une autre ; *partager* et diffuser ses idées en est une troisième. Or, la défense, par l'ultra-gauche révisionniste, des idées de Faurisson au nom d'une prétendue vérité historique prend tout son sens lorsqu'on constate que Faurisson est en relation étroite et permanente avec l'extrême droite internationale ou que l'éditeur des textes de Rassinier tient un stand à la fête du Front national.

La nature de l'ultra-gauche révisionniste se révèle ainsi pleinement.

Derrière la démarche en apparence justifiée (l'objectivité historique) des révisionnistes se cachent des motivations inacceptables, évidentes pour quiconque a un minimum de bon sens. Les révisionnistes ont fait en sorte que *l'apparente* justification de leur démarche et *l'ignominie* de leurs motivations soient mises dans le même sac. Accepter le débat avec les négationnistes et les révisionnistes revient à légitimer la confusion entre *l'apparence* de leur démarche et *la réalité* de leurs motivations. Il faut dire que ceux qui ne partagent pas les vues des révisionnistes mais qui ont défendu leur droit à s'exprimer au nom de la liberté d'expression les ont beaucoup aidés. Une telle démarche relève sans doute moins de l'amour de la liberté que d'une sorte de fascination morbide.

En effet, si c'est le souci de la vérité et de l'objectivité historique, et le désir légitime de refuser tout tabou intellectuel, qui animent ceux qui défendent le droit des réviso-négationnistes à s'exprimer, il est significatif que leur souci et leur désir soient sélectivement orientés vers ce débat faussé. Car nombre de ceux qui se mobilisent, au nom de la liberté de penser, pour permettre à ces gens-là de s'exprimer ne se mobilisent pas pour faire connaître tel auteur qui met en relief l'écrasante responsabilité des autorités françaises dans la déportation des Juifs, ou tel autre qui se bat depuis plus de quinze ans pour faire juger Maurice Papon, ex-secrétaire général de la préfecture de Bordeaux ²⁴.

Ces intellectuels, demi-intellectuels et pseudo-intellectuels qui s'imaginent être les agents actifs de la vérité historique sélective sont sans doute parcourus d'un délicieux frisson à l'idée de transgresser des « tabous », mais ils manquent quelque peu de modestie en s'imaginant être les agents irremplaçables de la promotion de la vérité.

René BERTHIER

²⁴ Maurice Rajsfus, *Drancy, un camp de concentration très ordinaire 1941-1944*, éditions Manya ; Michel Slitinsky, *Le Pouvoir préfectoral lavaliste à Bordeaux – stratégie de la déportation au pays des droits de l'homme*. Editions Wallada, (BP 26, 33035 Bordeaux Cedex).